

Ce bulletin d'information humanitaire, produit par le bureau régional OCHA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, couvre la période du 1^{er} décembre au 10 janvier 2012. Le prochain numéro paraîtra vers le 10 février 2012.

Événements clés:

- La mobilisation se renforce face à la menace de crise alimentaire grave au Sahel
- Un document stratégique pour prévenir une crise au Sahel en 2012
- Nouveaux financements CERF pour les pays du Sahel
- Cinq CAP nationaux en Afrique de l'Ouest et centrale en 2012

CONTEXTE

Bonne Année à tous nos lecteurs !

Période bilan, le changement d'année est aussi marqué par la mise en place de nouveaux appels globaux (CAP). Pour la première fois depuis 2003, il n'y aura pas de CAP régional en Afrique de l'Ouest. En revanche, outre le Niger, qui avait déjà son propre appel global l'an passé, la Côte d'Ivoire et le Liberia retrouvent un CAP national¹. En Afrique centrale, la République Centrafricaine et le Tchad auront, comme depuis plusieurs années, leur propre CAP.

Les CAP du Liberia et de la Côte d'Ivoire sont liés à la situation humanitaire provoquée par la crise post-électorale de la fin 2010 en Côte d'Ivoire : malgré d'importants retours, les réfugiés et les déplacés internes restent nombreux et ont besoin d'assistance, comme ceux qui les accueillent. En République centrafricaine, la consolidation de la paix a fait des progrès en 2011 mais la situation humanitaire reste fragile et près de 45% de la population totale a besoin d'assistance. Les plus vulnérables sont les déplacés internes et les personnes récemment rentrées chez elles, ainsi que les populations vivant dans les nombreuses régions frappées par divers conflits, par le banditisme et par toutes les formes d'insécurité qui gênent l'accès humanitaire.

Pays du Sahel déjà chroniquement affectés par une insécurité alimentaire à grande échelle, le Niger et le Tchad vont subir en 2012 les conséquences de la saison des pluies erratique de 2011 : productions moyennes avec de forts déficits locaux pour les récoltes comme pour les pâtures et le fourrage des animaux d'élevage. Au Tchad s'ajoute la situation des réfugiés soudanais et centrafricains, ainsi que celle des travailleurs migrants tchadiens



rentrés de Libye du fait du conflit en 2011.

Au Tchad comme au Niger, une large part des demandes de financements des appels globaux porte sur l'assistance alimentaire et nutritionnelle. Les CAP de ces deux pays devront être pris en compte dans le cadre des appels de fonds qui pourraient être basés sur le document stratégique de « *préparation pour une crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et dans les pays limitrophes* » lancé le 15 décembre 2011 par les partenaires humanitaires sous l'égide du Comité permanent inter-agences (IASC) régional basé à Dakar.

En l'absence d'un CAP régional, une telle stratégie offre un plan pour s'assurer d'une intervention précoce des partenaires humanitaires destinée à soutenir et compléter les mesures prises par les gouvernements, afin d'éviter une escalade de la crise. Le document pourra aussi servir de base au lancement d'appels d'urgence dans les prochaines semaines ou les prochains mois, si l'évolution de la situation les rend nécessaires.

1. Dans le passé, la Côte d'Ivoire a eu de 2005 à 2009 un CAP national ; le Liberia a eu ses propres appels de 2006 à 2008

Sécurité alimentaire et Nutrition

La mobilisation se renforce pour éviter une grave crise alimentaire au Sahel

Alors que l'année 2011 n'a pas connu de nouvelle crise alimentaire ou nutritionnelle grave en Afrique Centrale et de l'Ouest, du fait notamment d'une excellente saison agropastorale 2010-2011 au Sahel, les perspectives pour 2012 sont suffisamment inquiétantes au Sahel pour avoir suscité très tôt la mobilisation des acteurs humanitaires.

L'insuffisance des pluies en 2011 ainsi que leur grande irrégularité dans le temps et dans l'espace ont eu pour conséquence au Sahel des récoltes à peine inférieures à la moyenne des cinq ou dix dernières années, mais marquées par de très importants déficits locaux. Par rapport à la très bonne récolte de 2010/2011, la production céréalière —estimée à environ 22 millions de tonnes pour les pays du Sahel— est en chute de 25%. Les pays les plus affectés par ce déficit sont la Mauritanie (-52%), le Tchad (-50%) et le Niger (-27%)². La production de fourrage suit les mêmes tendances et le déficit est particulièrement marqué dans le sud de la Mauritanie et dans toute la bande sahélienne du Tchad.

Selon une analyse de FewNet³, l'insécurité alimentaire aiguë atteindra le stade de la crise dans les zones agropastorales de la Mauritanie, du Mali, du Niger et du Tchad entre mars et août 2012, lorsque les réserves de nourriture insuffisantes des ménages auront été épuisées et que ces derniers devront s'approvisionner sur des marchés à des coûts trop élevés pour leurs maigres ressources. Deux éléments sont particulièrement inquiétants : le fait que les prix, qui devraient être en baisse en cette saison d'après récoltes, étaient dès le mois de décembre anormalement élevés et à la hausse, et le fait que la résilience des ménages pauvre est épuisée. La bonne récolte de 2011 n'a pas suffi pour permettre aux ménages de se remettre de la crise précédente de 2010, que ce soit en remboursant leurs dettes ou en reconstituant le capital productif.



Les ménages agro-pastoraux sont parmi les populations les plus vulnérables

Pour FewNet, les populations en crise d'insécurité alimentaire aiguë sont les ménages les plus pauvres de l'est et du centre de la Mauritanie, de l'ouest et du centre du Mali, de l'ouest du Niger, et dans la bande sahélienne du Tchad.

FewNet rappelle aussi que les quantités récoltées ne sont pas les seules causes l'insécurité alimentaire des ménages et insiste sur des facteurs structurels comme la pression démographique. De ce fait, la production de céréales par habitant est en 2011/2012 de 17% inférieure à celle de la moyenne 2006-2010 dans la région. Elle atteint 45% en Mauritanie.

Sur le plan de la nutrition, l'UNICEF estime que plus d'un million d'enfants dans le Sahel pourraient être atteints de malnutrition sévère en 2012. Le Niger pourrait être le pays le plus affecté par la malnutrition, avec 330.600 enfants de moins de cinq ans qui sont menacés de malnutrition aiguë sévère. La malnutrition aiguë globale dépasse quant à elle largement le taux d'urgence de 15% dans certaines zones du Tchad et de la Mauritanie.

Les déficits locaux de production peuvent être compensés par le commerce régional, et la production dans le golfe de Guinée devrait être dans l'ensemble excédentaire. De même, les récoltes ont été bonnes dans le nord du Nigeria. Toutefois, les stocks dans les pays côtiers sont moins importants que les années précédentes. Quant au Nigeria, susceptible de fournir d'importantes quantités de produits agricoles, notamment au Niger, la dégradation actuelle de la situation risque de fortement perturber les échanges.

Prise de conscience précoce

Les gouvernements concernés et les acteurs humanitaires ont toutefois pris tôt conscience de la situation et ont commencé à agir précocement pour limiter la dégradation prévisible de la situation dans les semaines et mois à venir. Au niveau régional, les acteurs humanitaires regroupés ont lancé le 15 décembre un document de stratégie pour renforcer la préparation et d'assurer une réponse rapide et efficace aux besoins des populations dans les zones à risque.

En Mauritanie, où, selon la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR)⁴, plus de 800.000 personnes sont menacées d'insécurité alimentaire grave, le gouvernement prévoit de mettre en œuvre un programme multisectoriel de 157 millions de dollars qui inclut une assistance alimentaire aux populations les plus vulnérables et une aide en termes de fourrage et d'eau pour les populations pastorales. Au Niger, le gouvernement a développé un plan de réponse de 70 millions de dollars qui permettra, sur une période de six mois, de prévenir une dégradation de la situation alimen-

2. ECHO crisis report, sahel Sitrep 3, Décembre 2011

3. <http://www.fewnet.net/pages/region.aspx?gb=r1&l=fr>

4. communiqué de la FICR du 29 décembre 2011,

Sécurité alimentaire et Nutrition

taire. Au Mali, les autorités ont estimé à 110 millions de dollars les besoins pour apporter assistance à près de 1,7 million de personnes qui sont à risque d'insécurité alimentaire. Au Burkina Faso, un plan national de 140 millions de dollars sera mis en œuvre à compter de janvier 2012.

L'alimentation et la nutrition occupent une place considérable dans les appels globaux (CAP) 2012 pour le Niger et le Tchad, qui s'élèvent respectivement à 229 millions de dollars et 455 millions de dollars. Le Fonds Central des In-

terventions d'Urgences des Nations Unies (CERF) a par ailleurs déjà alloué plus de 12,35 millions de dollars à diverses agences des Nations Unies pour des programmes d'urgence au Niger, au Tchad et en Mauritanie. Pour sa part, la FICR a lancé des appels de fonds pour un certain nombre de pays affectés, dont la Mauritanie, mais aussi le Sénégal, où elle estime que près de 500.000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire, notamment dans le nord-est et le centre, qui ont souffert de la sécheresse l'été dernier⁵.

Un document stratégique pour prévenir une crise au Sahel en 2012

Le 15 Décembre, le Directeur de la Division de la coordination et des interventions (CRD) à OCHA, John Ging, a officiellement lancé un document stratégique de « *préparation pour une crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et dans les pays limitrophes* ». Cette stratégie « représente une réponse anticipée des agences humanitaires en appui aux Gouvernements de la région pour atténuer les effets potentiellement dévastateurs d'une crise humanitaire imminente », a déclaré M. Ging devant un parterre rassemblant notamment les représentants des bailleurs de fonds humanitaires, actuels ou potentiels.

La crise alimentaire qui menace au Sahel ne prend personne par surprise. Depuis des mois, les systèmes d'alerte précoce ont informé gouvernements et acteurs humanitaires sur l'insuffisance des pluies et leur irrégularité, et sur la conséquence de cet aléa climatique : une récolte au Sahel certes dans la moyenne des cinq dernières années, mais avec de très forts déficits locaux.

Au Sahel, des millions de vies sont menacées, nous le savons et nous savons que nous avons l'obligation d'agir maintenant, a déclaré M. Ging, pour qui le financement et la mise en œuvre de cette stratégie en temps utile sauveront un nombre incalculable de vies.

Comme l'a relevé le directeur du CRD, les autorités nationales de la plupart des pays du Sahel a déjà pris ou sont en train de finaliser des mesures pour augmenter la résilience de la population face au risque d'une nouvelle crise deux ans seulement après celle qui a affecté durement la région, notamment le Niger, en 2010. Certains pays ont fait appel dès la fin novembre aux acteurs humanitaires et ceux-ci ont également commencé de prendre des mesures. Le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) administré par OCHA, a ainsi approuvé dès la fin novembre le versement de six millions de dollars d'aide d'urgence à la FAO, au PAM et à l'UNICEF pour des programmes au Niger. Fin décembre, le CERF a versé plus de deux millions dollars pour des programmes de l'OMS, de la FAO, de l'UNICEF et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en Mauritanie. Fin décembre et début janvier 2012, il a également approuvé le versement de

plus de 5,3 millions de dollars pour des programmes de la FAO, de l'UNICEF et du PAM au Tchad.

La stratégie adoptée a été élaborée au sein du Groupe de travail régional sur la Sécurité alimentaire et la nutrition, sous la direction du Comité permanent inter-Agences régional. Il explique le contexte régional, met en lumière les facteurs structurels et sous-jacents de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, présente les systèmes d'alerte précoces et fait le point sur le financement de l'appel consolidé régional 2011 pour l'Afrique de l'Ouest.

En l'absence d'un CAP régional en 2012, il offre un plan pour s'assurer d'une intervention précoce des partenaires humanitaires pour soutenir et compléter les mesures prises par les gouvernements, afin d'éviter une escalade de la crise et d'apporter une assistance aux personnes dans le besoin.

Conçu comme dynamique, ce document sera actualisé en permanence pour tenir compte de l'évolution de la situation. Il pourra ainsi servir de base au lancement d'appels d'urgence dans les prochaines semaines ou les prochains mois, si l'évolution de la situation les rend nécessaires.



M. John Ging lors du lancement du document stratégique sur le Sahel

5. www.ifrc.org/docs/appeals/11/MDRSN006.pdf

Mouvements de populations

Poursuite des retours des déplacés et réfugiés ivoiriens

Les retours dans leur communauté d'origine des personnes déplacées lors de la crise ivoirienne du début 2011 se sont poursuivis en décembre.

En Côte d'Ivoire, le cluster chargé de la coordination et de la gestion des camps (CCCM) dénombrait au 28 décembre 13.624 déplacés sur les 31 sites, soit une baisse de 14% en trois semaines⁶. La population des différents sites a été divisée par cinq entre le 1^{er} juin et le 28 décembre, et le nombre des sites d'accueil par deux. Environ 60% des personnes déplacées vivent dans les dix sites de la région du Moyen-Cavally. Le cluster CCCM dit observer une grande volonté de retour des populations encore déplacées sur les sites. Selon ses études, les freins aux retours seraient les arriérés de loyer, la sécurité, la destruction des maisons ou encore les frais de transport.

Le retour des Ivoiriens réfugiés dans les pays voisins se poursuit également. Le 26 décembre, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) recensait 161.061 réfugiés dans 13 pays, dont 135.208 au Liberia, environ 3.000 de moins que fin novembre⁷. Le 1^{er} décembre, les gouvernements de Côte d'Ivoire, de Guinée et le UNHCR ont signé un accord tripartite sur le retour volontaire des réfugiés ivoiriens dans ce pays. Des accords du même type avaient déjà été signés avec le Liberia, le Ghana et le Togo.

Catastrophes naturelles

Pas d'inondations de grande ampleur en 2011 dans la région

Les inondations en Afrique de l'Ouest et Centrale en 2011 ont été les moins graves de ces trois dernières années, mais ont tout de même affecté près de 461.000 personnes et fait environ 230 morts. Les pluies les plus meurtrières ont été enregistrées au Nigéria (au moins 200 décès), notamment avec la rupture du barrage d'Eleyele, près d'Ibadan (sud-ouest du pays), fin août, qui a fait plus de cent morts. Au total, neuf pays ont été affectés par les inondations en 2011. Avec plus de 340.000 sinistrés, mais aucun mort, le Sénégal est le pays le touché, suivi du Ghana (43.000), du Niger (plus de 23.000) et du Mali (plus de 17.000). Les Etats doivent, néanmoins, trouver des solutions durables et renforcer leurs capacités de préparation aux catastrophes tels les inondations et autres aléas qui pourraient résulter, entre autres, du changement climatique.

En 2010, les inondations avaient affecté plus de deux millions de personnes et causé 436 décès à travers la région.

Santé

Bilan de la situation sanitaire en 2011

Les pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale ont été frappés en 2011 par les épidémies traditionnelles de la région - méningite, de choléra et de fièvre jaune - toujours préoccupantes. Le Tchad a connu la pire épidémie de choléra de son histoire. En revanche, l'introduction en 2010 d'un nouveau vaccin contre la méningite au Burkina Faso, au Mali et au Niger a porté ses fruits.

Plus de 73 000 cas de choléra

L'épidémie de cholera qui s'est déclarée au début de l'année 2011 a été grave pour plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre affectant particulièrement tout le bassin du lac Tchad, surtout au Nigeria, Cameroun et Tchad. Plus au sud, des foyers de choléra se sont déclarés au Congo. Au total, plus de 73.000 cas ont été enregistrés à travers la région. Avec 22.157 cas recensés à la mi-octobre, le Nigeria a enregistré le plus grand nombre de personnes affectées suivi du Cameroun. Le Tchad a connu à partir de la mi-avril une épidémie, particulièrement intense en août-septembre. Dans l'ensemble de l'année 2011, 17.287 cas ont été recensés dans le pays, faisant 459 morts. Dans tous ces pays, la réponse des différents gouvernements et leurs partenaires a été effective. Au mois de septembre 2011, une rencontre transfrontalière en vue d'apporter une réponse adéquate à l'épidémie de choléra avait regroupé les acteurs humanitaires et sanitaires des pays du bassin du Lac Tchad notamment le Niger, le Cameroun, le Nigeria et le Tchad. Au Nigéria, la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR) a lancé un appel de 92.995 CHF pour assister 10.000 personnes des communautés les plus touchées des Etats de Bauchi et du Plateau. Au Cameroun, la FICR a également lancé un appel de CHF 1,2 million. Le Fonds Central d'Intervention d'Urgences des Nations Unies (CERF) a, pour sa part, à l'UNICEF et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) plus de 10,25 millions de dollars en 2011 pour lutter contre le choléra rien qu'au Tchad, et 1,395 million en République du Congo.

Baisse des cas de méningite en 2011

La situation de la méningite dans la région s'est améliorée par rapport à 2010. En effet, en fin novembre 2011, 16.595 cas dont 1.461 ont été enregistrés dans la région, contre 21.207 dont 2.198 décès pendant la même période de 2010. Le taux de létalité a également baissé (8,9% au premier semestre 2011, contre 10,6% au premier semestre 2010)*. Avec 5.863 cas enregistrés, le Tchad a été le pays le plus affecté suivi du Burkina Faso, du Cameroun et du Nigeria. L'introduction en 2010 du nouveau vaccin MenAfriVac au Burkina Faso, au Mali et au Niger en 2010 a permis de faire chuter le nombre de cas dû au germe du type NmA. En outre, l'OMS a signalé une amélioration constante de la complétude des données et la promptitude des rapports des pays tout le long de la saison épidémique, correspondant au premier se-

6. Cluster CCM - Tableau d'analyse, 28 décembre 2011

7. UNHCR : Côte d'Ivoire situation, Update n° 39, 26 December 2011

CERF

Nouveaux financements CERF pour les pays du Sahel

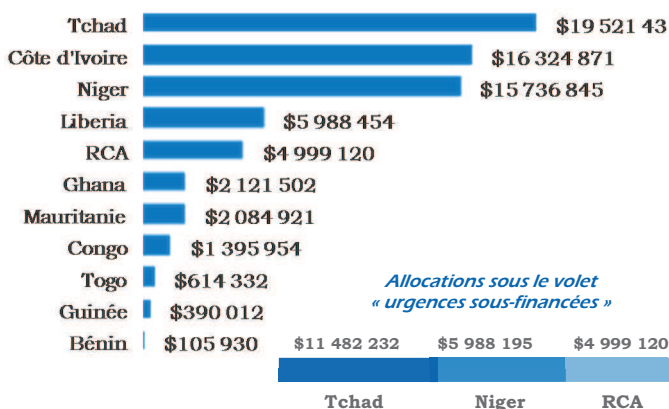
Au mois de décembre 2011, le CERF a versé plus de six millions de dollars pour des programmes au Niger liés à la crise alimentaire et nutritionnelle qui menace au Sahel. Ainsi, 3,35 millions ont été accordés et versés au PAM pour sauver de vies, réduire la malnutrition et protéger les moyens d'existence. En outre, les financements approuvés en novembre pour la FAO et l'UNICEF⁸, d'un montant total de 2,65 millions de dollars, ont été versés.

Toujours en liaison avec la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel, le CERF a également approuvé en décembre 2011 et dans les premiers jours de janvier 2012 des versements pour des programmes d'urgence au Tchad et en Mauritanie.

Au Tchad, les bénéficiaires seront la FAO (817.000 dollars pour un programme de nourriture pour animaux à des ménages pastoraux et agropastoraux déjà frappés par la crise dans la ceinture sahélienne du Tchad en 2010-2011), l'UNICEF (2,214 millions de dollars pour un programme de nutrition en prévision de la crise à venir) et le PAM (2,279 millions de dollars d'assistance alimentaire pour des personnes vulnérables). En Mauritanie, le CERF a décidé d'allouer plus de 600.000 dollars à la FAO pour assister les ménages d'agriculteurs et d'éleveurs, près de 600.000 dollars à l'UNICEF pour un programme de prise en charge intégrée d'urgence des enfants malnutris, et près de 427.000 dollars au FNUAP pour répondre aux besoins prioritaires en santé sexuelle et reproductive des populations affectées par l'insécurité alimentaire et la crise nutritionnelle dans quatre régions du pays.

En 2011, le CERF a alloué plus de 69 millions de dollars aux pays de l'Afrique centrale et de l'ouest⁹, soit environ 16 pour cent des 429,9 millions alloués par le fonds dans le monde entier. Avec 19,5 millions de dollars versés en 2011, le Tchad a été le premier bénéficiaire du CERF en Afrique centrale et de l'ouest, et le quatrième dans le monde.

Allocations CERF par pays (31 décembre 2011)



CAP

Cinq CAP nationaux en Afrique de l'ouest et Centrale en 2012

En l'absence de CAP régional en Afrique de l'ouest, la sous-région compte cette année trois CAP nationaux : le Niger, la Côte d'Ivoire et le Liberia. En Afrique centrale, la République centrafricaine (RCA) et le Tchad auront eux aussi, comme depuis de nombreuses années, un CAP national. Ces cinq appels sont brièvement présentés ci-dessous¹⁰.

Niger : 229 millions pour la réponse humanitaire

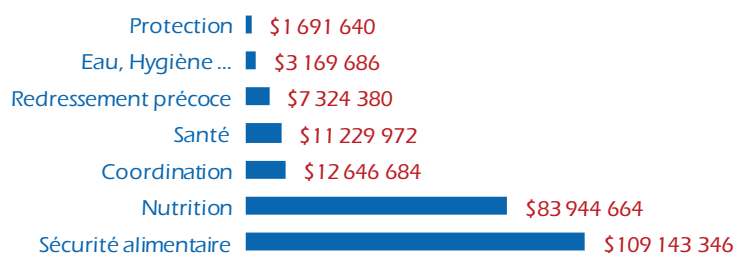
Le Niger disposait déjà d'un CAP national en 2011, portant sur un montant révisé de 215,9 millions de dollars. Au 10 janvier 2012, le Cap 2011 était financé à hauteur de 102 millions, soit 47,2%.

Le montant initial du CAP pour 2012, officiellement lancé le 17 janvier, est de 229,15 millions, destinés à aider 3.834.400 bénéficiaires. Il porte sur six groupes sectoriels plus la coordination. Les deux secteurs les plus importants sont la sécurité alimentaire (109 millions) et la nutrition (83,9 millions).

Pays du Sahel, le Niger est fortement menacé de crise alimentaire et nutritionnelle suite à la mauvaise campagne agro-pastorale de 2011-2012, alors même qu'en année normale, entre 3 millions et 3,5 millions de personnes sont tributaires d'une assistance alimentaire. Le Niger est classé 186^e sur 187 dans le rapport 2011 du PNUD sur le développement humain.

Tchad : 455 millions pour 3.811.400 bénéficiaires

CAP NIGER 2012 / Répartition par secteurs



Autre pays du Sahel, le Tchad dispose d'un CAP annuel national depuis 2004. Le CAP 2011, d'un montant révisé de 535,276 millions de dollars, était, au 10 janvier 2012, financé à hauteur de 303,67 millions, soit 56,7%. Cette moyenne cache de très fortes disparités par secteur. Ainsi, l'assistance alimentaire a été financée à hauteur de 82% et la santé à 51%, mais seuls 10% des financements pour la protection et 9% de ceux destinés à l'éducation ont été couverts, et aucun fonds n'a été versé pour le relèvement précoce, alors même que la transition entre l'aide d'urgence et le relèvement est une priorité de la communauté

8. voir BIH novembre 2011, page 5

9. Voir bulletin octobre - décembre 2011 du Fonds Central d'Interventions d'Urgences - OCHA ROWCA

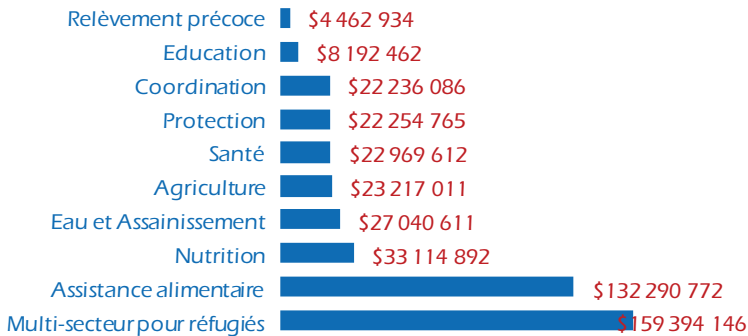
10. Tous les montants sont donnés en dollars des Etats-Unis. Les fiches techniques et les documents complets des Cap sont disponibles sur le site <http://unocha.org/cap/appeals/by-country/results>

II. FINANCEMENTS

CAP

humanitaire. Le montant initial du CAP pour 2012 est de 455,17 millions, destinés à aider 3.811.400 bénéficiaires. L'accent est mis sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les épidémies, les mouvements de populations et l'impact de la crise libyenne. Les demandes de financements portent sur dix groupes sectoriels. Les deux secteurs les plus importants sont l'assistance multisectorielle aux réfugiés (159,4 millions) et l'assistance alimentaire (132 millions).

CAP TCHAD 2012 / Répartition par secteurs



Comme le Niger, le Tchad a connu des pluies erratiques en 2011, qui affectent sa production alimentaire et de fourrage pour le bétail. En outre, le Tchad accueille sur son territoire quelque 288.000 réfugiés soudanais et 75.000 réfugiés centrafricains. Il a dû faire face au retour de plus de 85.000 travailleurs migrants rentrés de Libye durant le conflit, et compte 131.000 déplacés internes, auquel s'ajoutent plus de 50.000 anciens déplacés rentrés dans leur région d'origine mais qui ont besoin d'assistance. Enfin, le Tchad a connu en 2011 la pire épidémie de choléra de son histoire, avec plus de 17.000 cas recensés et 459 morts. Le pays est classé 183^e sur 187 dans le rapport 2011 du PNUD sur le développement humain.

RCA : 134 millions \$ pour financer 105 projets

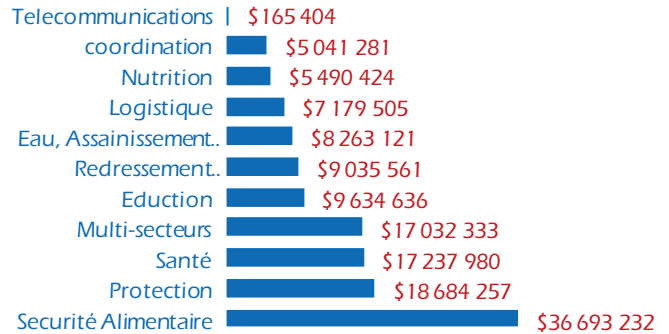
La RCA dispose d'un CAP national depuis 2003. En 2011, le CAP portait sur un montant révisé de 141,95 millions de dollars. Au 10 janvier 2012, le CAP 2011 était financé à hauteur de 67,76 millions, soit 47,7%.

Le montant initial du CAP pour 2012 est de 134,46 millions, destinés à financer 105 projets devant bénéficier à 1.900.000 personnes. Les financements les plus importants portent sur les secteurs de la sécurité alimentaire (36,7 millions), de la protection (18,7 millions), de la santé (17,2 millions) et l'assistance multisectorielle aux réfugiés (17,0 millions)

La RCA a réalisé en 2011 des progrès importants dans son processus de consolidation de la paix. Toutefois, elle compte encore plus de 105.000 déplacés internes - dont plus de 22.000 nouvellement déplacés en 2011 - et plus de 66.500 retournés dans le besoin. Plusieurs régions du pays sont affectés par l'insécurité due à l'armée de Résis-

tance du Seigneur, à divers groupes armés ou au banditisme. La RCA est classée 179^e sur 187 dans le rapport 2011 du PNUD sur le développement humain.

CAP RCA 2012 / Répartition par secteurs



173 millions de dollars pour la réponse humanitaire en Côte d'Ivoire

En 2010 et 2011, il n'avait pas été prévu de CAP national pour la Côte d'Ivoire. Ce pays entrait dans le CAP régional Afrique de l'Ouest, d'un montant initial de 252 millions de dollars, destiné à financer 113 projets dans 15 pays. La crise post-électorale en Côte d'Ivoire a entraîné le lancement, début 2011, de deux appels humanitaires d'urgence (EHAP), l'un - dit « EHAP CDI+ 4 », au profit des déplacés internes et des réfugiés dans quatre pays limitrophes : Benin, Togo, Ghana et Guinée ; l'autre - le « EHAP Liberia » - au profit des réfugiés venus de Côte d'Ivoire au Liberia et leurs communautés d'accueil. Les deux EHAP ont été inclus dans le CAP Afrique de l'Ouest, dont le montant révisé a atteint \$712,6 millions, financés à hauteur de 38% au 31 décembre 2011. Au total, \$153,7 millions en aide humanitaire ont été consacrés en 2011 à la Côte d'Ivoire proprement dite, que ce soit dans le cadre de l'EHAP CDI+4 ou en dehors¹¹.



Assistance alimentaire à l'Ouest de la Côte d'Ivoire (Duékoué)

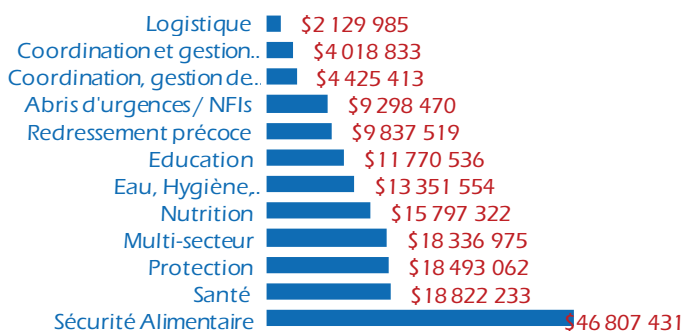
11. FTS, Côte d'Ivoire, "List of all humanitarian pledges, commitments & contributions in 2011", http://fts.unocha.org/reports/daily/ocha_R24c_C52_Y2011_asof_1201111548.pdf

II. FINANCEMENTS

CAP

Le CAP national Côte d'Ivoire 2012, qui doit être lancé officiellement le 16 janvier, porte sur un montant de 173,1 millions de dollars, au profit d'environ 2.466.000 bénéficiaires. Ces derniers comprennent les réfugiés et déplacés internes rentrés chez eux et les communautés qui les accueillent, les familles d'accueil des déplacés internes, environ 54.000 réfugiés et quelque 1.560.000 personnes vulnérables. Les financements les plus importants concernent la sécurité alimentaire (46,8 millions), la santé (18,82 millions), l'assistance multisectorielle (18,34 millions) et la protection (17,81 millions).

CAP CÔTE D'IVOIRE 2012 / Répartition par secteurs



Alors que la transition post-crise se poursuit, les auteurs du CAP expliquent que la Côte d'Ivoire demeure un pays fragile qui se relève de plusieurs crises successives et qui doit faire face à de nombreux défis sur le chemin de la reconstruction, de la consolidation de la paix et de la réconciliation. Ils ajoutent que « des centaines de milliers de personnes se trouvent toujours dans une situation de vulnérabilité importante ». Ils estiment que l'assistance humanitaire « devra se poursuivre toute l'année 2012 et fort probablement au-delà dans certaines régions ». La Côte d'Ivoire est classée 170^e sur 187 dans le rapport 2011 du PNUD sur le développement humain.



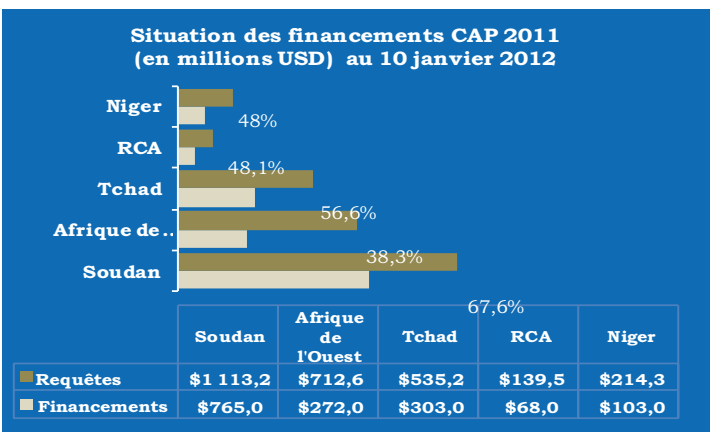
Populations déplacées internes à l'Ouest de la Côte d'Ivoire (UNDAC)

121,5 millions de dollars demandés pour le Liberia

Comme la Côte d'Ivoire, le Liberia n'avait pas en 2011 de CAP national et entré dans le cadre du CAP régional Afrique de l'Ouest. L'arrivée massive de réfugiés ivoiriens provoquée par la crise post-électorale dans leur pays d'origine a entraîné le lancement du EHAP Liberia, d'un montant final de 166,5 millions de dollars. Au 31 décembre 2011, 93 millions de dollars avaient été versés, soit un taux de financement de 56%.

Le CAP Liberia 2012, dont la date de lancement n'est pas encore fixée, devrait porter sur un montant de 121,5 millions de dollars. Il sera destiné à venir en aide principalement aux quelque 120.000 réfugiés Ivoiriens et à 140.000 Libériens : membres de communautés d'accueil, travailleurs migrants libériens rentrés du fait de la crise ivoirienne et aussi personnes vulnérables vivant dans les quatre comtés où se sont installés les réfugiés et affectés par leur venue. L'afflux des réfugiés a en effet provoqué localement une hausse des prix des denrées alimentaires, épuisé les stocks et perturbé les stratégies d'adaptation de ces vulnérables. Les demandes de financements concernent principalement l'assistance multisectorielle (60,15 millions), la sécurité alimentaire (27,6 millions), l'eau, hygiène et sanitation (7,6 millions), la protection (6,78 millions) et l'agriculture (6,20 millions). Le Liberia est classé 182^e sur 187 dans le rapport 2011 du PNUD sur le développement humain.

Les CAP 2011 pour l'Afrique de l'Ouest, le Niger et la RCA sous-financés



Le CAP pour le Soudan est resté le mieux financé avec 67,6% de couverture alors que celui pour le Tchad dépasse à peine les 50% de financement.

Les CAP pour l'Afrique de l'Ouest, le Niger et la RCA, quant à eux, n'ont pas atteint les 50% et celui de l'Afrique de l'Ouest est le moins bien financé avec 38,8%.

NOUVEAUTES DU SITE WEB

<http://ochaonline.un.org/rowca>

OCHA Bureau Regional Afrique de l'Ouest et du Centre - Windows Internet Explorer

http://ochaonline.un.org/Accueil/tabid/3097/language/fr-FR/Default.aspx

Accueil | OCHA HOME | FIELD OFFICES | SITE MAP | LOGIN

OCHA United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

BUREAU REGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST & CENTRALE

Accueil | vendredi 13 janvier 2012

Welcome to OCHA West and Central Africa

Bienvenue sur le portail du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) en Afrique de l'Ouest et Centrale. Ce site est destiné à appuyer les efforts de coordination à travers le partage d'information liée aux questions humanitaires et de développement.

Le Bureau régional OCHA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre est basé à Dakar (Sénégal) et soutient vingt-quatre pays dans la sous-région. OCHA a également des bureaux nationaux en Côte d'Ivoire, Niger, Tchad, République Centrafricaine et Soudan et des bureaux de liaison au Libéria et au Nigéria.

Ce site est régulièrement mis à jour avec les informations les plus récentes portant sur l'Afrique de l'Ouest et Centrale. N'hésitez pas à nous contacter pour toute mise à jour ou information complémentaire.

A la Une

L'ONU alloue 6 millions de dollars pour faire face à la crise alimentaire au Tchad

N'Djamena/New York, 10 janvier 2012 - Le Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence (CERF) a octroyé 6 millions de dollars à trois agences des Nations Unies, soutenues par des ONG, afin qu'elles puissent lancer des interventions d'urgence pour répondre à la crise alimentaire au Tchad. «Ce financement permettra une réponse rapide en faveur des populations vulnérables affectées par une période de soudure qui s'annonce particulièrement précoce et difficile cette année», a dit Mme Alice Martin-Dahirou, Coordinatrice Humanitaire du Système des Nations Unies par intérim pour le Tchad.

[Lire le communiqué de presse](#)

Document stratégique 2012

All the team of the Regional Office for West and Central Africa presents its best wishes. 2012

[Télécharger le document](#)

[Plus d'infos sur la page dédiée](#)

RAPPORTS dans la rubrique Bulletins Humanitaires

- ⇒ [Bulletin d'information humanitaire pour le Niger \(3 janvier 2012\)](#) Ce rapport fait le point de la situation humanitaire au Niger.
- ⇒ [Bulletin d'information humanitaire pour le Tchad \(décembre 2011\)](#) Ce rapport fait le point de la situation humanitaire au Tchad.

COMMUNIQUES dans la rubrique Médias & Communication

- ⇒ [L'ONU alloue 6 millions de dollars pour faire face à la crise alimentaire au Tchad](#) Le Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence (CERF) a octroyé 6 millions de dollars à trois agences des Nations Unies, soutenues par des ONG, afin qu'elles puissent lancer des interventions d'urgence pour répondre à la crise alimentaire au Tchad.

PAGE SPECIALE SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LE SAHEL EN 2012

Deux ans seulement après la grave crise alimentaire et nutritionnelle de 2009/2010, plusieurs pays du Sahel sont de nouveau exposés à une insécurité alimentaire massive qui risque d'évoluer vers une nouvelle crise au premier semestre 2012. Sur cette page vous trouverez toutes les informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le Sahel.

Pour plus d'informations ou contribuer à nos prochains bulletins, prière de contacter :

Remi Dourlot, Chargé de l'information publique, OCHA – Afrique de l'Ouest et du Centre
Bureau : +221 33 869 8515 mobile +221 77 569 9653, dourlot@un.org

Angelita Mendy Diop, Associée à l'Information Publique, OCHA – Afrique de l'Ouest et du Centre
Bureau : +221 33 869 8510, mobile : +221 77 450 6181, mendya@un.org